



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 avril 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par l'Organización Entidades Mutuales de las Américas, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

En 2009, l'Organisation des Nations Unies a lancé une initiative visant à aider les États à construire un socle de protection sociale fondé sur le travail décent, la cohésion sociale et l'inclusion pour une mondialisation juste et inclusive. En 2011, le Groupe consultatif sur le socle de protection sociale, présidé par Michelle Bachelet, a produit un rapport (le « rapport Bachelet »), dans lequel il a recommandé 15 principes garants d'une action efficace, et notamment que les États mettent en place leurs activités dans un cadre institutionnel adapté, disposant de ressources budgétaires suffisantes, de personnel compétent et de règles de gouvernance efficaces, et prévoyant la participation des partenaires sociaux et autres parties prenantes de la société civile pour compléter les efforts de l'État.

L'Organización Entidades Mutuales de las Américas, une organisation non gouvernementale dotée d'un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 2011, rassemble des associations mutualistes provenant de 17 pays. L'organisation appuie l'Initiative pour un socle de protection sociale. Elle a notamment analysé les 15 principes énoncés dans le rapport Bachelet, notant que, dans la pratique, huit d'entre eux correspondent aux services traditionnellement fournis à leurs membres par les mutualistes. Elle estime en outre qu'il existe un lien direct entre les objectifs de l'Initiative et ceux qui sont proposés comme thèmes de l'Examen ministériel annuel de 2012. Nous croyons qu'il est impossible de promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté dans le contexte d'une croissance économique inclusive, durable et équitable à tous les niveaux pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement sans faire avancer l'élaboration et la mise en place d'un socle de protection sociale pour tous.

Les entités mutuelles servent le bien commun et font la promotion de l'économie sociale en se fondant sur le principe de solidarité. Ces entités possèdent une vaste expérience de la promotion et sont en mesure de fournir la plupart des éléments recommandés dans le rapport Bachelet. Les études réalisées ayant abouti au rapport Bachelet ont démontré que des programmes tels que même de modestes transferts en espèces pour les enfants et les personnes âgées permettraient de combler largement les écarts de pauvreté. Les études ont souligné l'efficacité d'une stratégie à deux volets pour lutter contre l'extrême pauvreté : la mise en place d'un socle de protection sociale et le renforcement des systèmes de protection sociale. Ces outils offrent divers avantages, notamment la garantie d'une répartition efficace des revenus et des services dans le cadre d'une législation nationale appropriée respectant la viabilité fiscale, et ce au sein d'un environnement favorisant l'emploi décent et la formation de microentreprises durables.

La nécessité de partager le fardeau est inhérente à cet objectif, d'où la recommandation du rapport Bachelet tendant à ce que les États collaborent étroitement avec des entités de la société civile (par exemple les mutualistes), car elles complètent les efforts déployés par l'État à cet égard. Les mutualistes ont été reconnus comme des partenaires potentiels de l'Initiative pour un socle de protection sociale. Il semble donc tout indiqué qu'ils soient pris en considération par le Conseil économique et social lors de l'Examen ministériel annuel de 2012. Par conséquent, l'organisation demande respectueusement d'inclure dans la déclaration de l'Examen ministériel annuel un paragraphe à cet effet et recommande une étude portant sur le rôle des mutualistes en tant que compléments naturels de l'État dans la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement qui consiste à assurer le plein emploi et donner la possibilité à chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif.